



HAL
open science

L'élection présidentielle en Uruguay : défaite du Front large et autonomisation de l'extrême droite

Damien Larrouqué

► **To cite this version:**

Damien Larrouqué. L'élection présidentielle en Uruguay : défaite du Front large et autonomisation de l'extrême droite. Les études du CERI, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), 2020, pp.82 - 84. hal-03471294

HAL Id: hal-03471294

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03471294>

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'élection présidentielle en Uruguay : défaite du Front large et autonomisation de l'extrême droite

par Damien Larrouqué

Après quinze ans à la tête de l'Uruguay, le Front large (FA), coalition de partis de gauche emmenée par Daniel Martínez, a perdu au second tour de l'élection présidentielle le 25 novembre 2019, face au candidat du Parti national (PN) ou *blanco*, Luis Lacalle Pou, par 48,8 contre 47,3 % des suffrages et 3,8 % de votes blancs ou nuls. Compte tenu de l'écart minime entre les deux candidats (moins de trente mille voix), la Cour électorale a dû procéder à un recomptage des bulletins, pour finalement consacrer le vainqueur six jours plus tard. Loin d'être la cuisante déroute annoncée par les instituts de sondages, la défaite du FA doit d'autant plus être relativisée que cette coalition a gouverné durant trois quinquennats nationaux et six mandats municipaux ininterrompus dans la capitale (1990-2020). Au cours des vingt dernières années, la coalition social-démocrate uruguayenne a ainsi fait la preuve d'une très forte résilience électorale.

Au regard des résultats obtenus lors du premier tour qui s'est tenu le 27 octobre 2019 et dont le scrutin, également législatif, a permis de déterminer la composition de la future Assemblée générale (le Congrès uruguayen), le FA demeure indiscutablement la première force partisane du pays : sous son étiquette, quarante-cinq députés sur quatre-vingt-dix-neuf et treize sénateurs sur trente constitueront désormais une solide minorité parlementaire. Certes, le tripartisme qui a dominé la vie politique uruguayenne depuis le retour à la démocratie (1985) se voit aujourd'hui remis en question par le succès électoral de l'extrême droite. Ayant glané 11 % des suffrages et siphonné au passage une fraction non négligeable de l'électorat rural du FA, Cabildo ouvert (CA), parti nationaliste fondé par le général Guido Manini Ríos, fera en mars prochain son entrée au Parlement, avec sept députés et trois sénateurs. Toutefois, la montée en puissance de ce parti antisystème doit être nuancée.

Du gouvernement à l'opposition : un nouveau cycle pour le Front large

Lors du premier tour de l'élection présidentielle, Daniel Martínez, ancien maire de Montevideo (juillet 2015-avril 2019) et sa colistièrre Graciela Villar ont obtenu 39 % des suffrages. Dans la capitale, presque un électeur sur deux (47,8 %) lui a renouvelé sa confiance. A l'échelle nationale, ils ont dépassé de plus dix points le ticket *blanco* Luis Lacalle Pou-Beatriz Argimón et de plus de vingt-cinq points celui du Parti colorado (PC) incarné par l'économiste de centre droit, Ernesto Talvi et le professeur Robert Silva. Exception faite des 11 % obtenus par le nouveau parti nationaliste, la configuration d'entre-deux-tours qui s'est dégagée de ces résultats a ressemblé à s'y méprendre à celle des élections de 1999, où le FA, après avoir récolté 40 % des bulletins au premier tour, s'était incliné en ballottage à la suite de l'alliance des deux partis historiques¹. Cette fois-ci, la coalition était plus large encore, dans la mesure où elle a réuni

¹ Pour en savoir plus sur les mutations politiques et programmatiques du FA depuis sa fondation en 1971, voir A. Garcé, J. Yaffé, « La izquierda uruguaya (1971-2004) : ideología, estrategia, programa », *América Latina*

cinq partis au total. Outre les traditionnels PN et PC auxquels est venu se greffer CA, la coalition d'opposition s'étendait du Parti indépendant (centriste) au Parti des gens fondé par le chef d'entreprise Edgardo Novick (droite néolibérale et ultraconservatrice), tous deux à 1 %.

En chiffre absolu, la gauche a recueilli 940 000 bulletins au premier tour contre 1 125 000 en 2004, 1 105 000 en 2009 et 1 135 000 en 2014. Cette baisse notable tient à plusieurs facteurs. En premier lieu, sur le plan programmatique, la campagne du FA semble avoir manqué de souffle. Daniel Martínez l'a naturellement inscrite sous le signe de la continuité – son slogan était à ce titre évocateur : « des faits, pas des mots ». Or, ce faisant, il n'a pas su trouver les arguments pour proposer un nouveau projet emblématique susceptible de ranimer l'enthousiasme des sympathisants, voire de rallier les indécis. La droite, à l'inverse, était dans une position favorable d'accusatrice, s'en prenant au laxisme présumé du FA en matière de délinquance ou dénonçant sa prétendue capture administrative. Il faut reconnaître de surcroît que Lacalle Pou, fils du président néolibéral Luis Alberto Lacalle (1990-1995) et candidat malheureux lors de l'élection présidentielle précédente, a acquis l'expérience de l'animal politique : âgé de 46 ans, il a su insuffler à la fois vitalité et maturité à sa campagne. Ses discours rassembleurs ont séduit, notamment au sein de ses bastions provinciaux. Qui plus est, il a compensé l'absence d'un véritable projet politique par un charisme télégénique qui a manqué à son rival socialiste. Enfin, Lacalle comme Talvi – lequel s'est prononcé pour une profonde réforme de l'éducation – ont joué la stratégie gagnante de la « gauchisation », afin de ravir des voix au centre, ouvrant de ce fait un boulevard au candidat d'extrême droite.

Du tripartisme au quadripartisme : l'émergence de Cabildo ouvert

Commandant en chef de l'armée depuis 2015, le général Manini Ríos a été démis de ses fonctions en mars 2019 par le président Vázquez pour insubordination, après plusieurs sorties polémiques, dont une grave mise en cause de la partialité de la justice dans un procès de la dictature. Moins de deux mois après son renvoi, il a fondé un parti nationaliste prétendument inspiré des valeurs du père fondateur de la patrie, le général José Artigas. Contre toute attente, le Mouvement social artiguiste, bientôt rebaptisé Cabildo ouvert, a obtenu quasiment cinquante mille voix lors des primaires nationales du 30 juin. Ce succès inopiné allait préfigurer celui d'octobre, scrutin du premier tour au cours duquel il a convaincu quelque deux cent soixante-dix mille électeurs.

Si l'installation d'un parti d'extrême droite dans le paysage politique uruguayen peut paraître préoccupante², nous en minimisons néanmoins la portée sur la base de trois arguments. Tout d'abord, l'existence d'une droite radicale en Uruguay n'est pas un phénomène nouveau. Depuis le retour à la démocratie, elle se trouvait canalisée au sein des deux partis traditionnels considérés par Giovanni Sartori comme des exemples archétypaux de « fédérations de factions »³. Sous la houlette de Pedro Bordaberry, fils du dictateur du même nom, cette frange

Hoy, n° 44, 2006, pp. 87-114.

² Lire notamment l'excellent article de G. Delacoste, « El Derechazo », *Brecha*, n° 1171, 1^{er} novembre 2019.

³ G. Sartori, *Partis et systèmes de partis : un cadre d'analyse*, Bruxelles, Editions de l'université de Bruxelles,

réactionnaire était même devenue la liste majoritaire du PC⁴. Aussi, plus qu'à une émergence, nous assisterions plutôt à une autonomisation de l'extrême droite. Par ailleurs, le centre de gravité de la politique nationale n'a guère bougé. Dans son ensemble, la société uruguayenne reste profondément attachée à des valeurs dites « mésocratiques »⁵. Deux exemples en attestent. D'une part, le référendum législatif organisé en même temps que le premier tour sur proposition d'un sénateur *blanco* et entendant, entre autres, autoriser les perquisitions de nuit, s'est soldé par un échec. D'autre part, l'appel de Manini Ríos aux militaires, quelques jours avant le second tour, les enjoignant de ne pas voter pour le FA a été considéré par beaucoup comme une dangereuse ingérence et fait perdre de nombreuses voix au PN. Enfin, on ne peut nier l'incidence du facteur régional dans l'ascension électorale du général en disgrâce. Proche de Jair Bolsonaro, le leader de CA a fait de bons scores dans les départements ruraux, et notamment à Rivera (au nord), qui s'avère être sur le plan culturel, linguistique et économique le département le plus « brésilien » du pays⁶. Même marginale, l'influence du bolsonarisme dans le vote rural uruguayen demeure une hypothèse crédible qui devra être confortée par de plus amples études.

En conclusion, nous retiendrons que dans une Amérique latine plus que jamais convulsive, l'Uruguay fait toujours et encore figure d'îlot de stabilité. L'alternance par les urnes y est le signe d'une bonne santé démocratique.

2011 [1976], p. 125.

⁴ A propos de la droitisation du PC, lire : D. Larrouqué, « Du centre à la droite radicale : concurrence politique, tergiversations programmatiques et repositionnement idéologique du Parti colorado en Uruguay (1950-2015) », *Amérique latine, histoire et mémoire. Les Cahiers ALHIM*, n° 32, 2016, pp. 109-122.

⁵ Du grec *meso* (moyen) et *kratos* (pouvoir), pour le « pouvoir du juste milieu » en quelque sorte. Voir J. Rial, « Los partidos políticos uruguayos en el proceso de transición hacia la democracia », *Kellog Institute Working Paper*, n° 145, 1990, p. 31.

⁶ Dans cette région frontalière, on écoute la radio *gaúcha*, on parle « portugol » et on accepte souvent le real dans les commerces. Pour une mise en perspective, voir I. Clemente, « La región de frontera Uruguay-Brasil y la relación binacional : pasado y presente », *Revista Uruguaya de Ciencia Política*, Vol. 19, n° 1, 2010, pp. 165-184 ; A. Rodríguez-Miranda, « Dinámicas sectoriales y desarrollo territorial en economías locales interiores. El caso de Rivera en Uruguay », *Economía, Sociedad y Territorio*, Vol. 15, n° 47, 2015, pp. 217-250.